

« Burning Skies » : les chiffres cachés des flammes toxiques des géants pétroliers



Le torchage consiste à brûler l'excès de gaz naturel qui s'échappe notamment des champs de pétrole et de gaz.

© JUSTINE VERNIER, SIMON TOUPET (MEDIAPART).

Les hydrocarbures, lorsqu'ils remontent à la surface, sont accompagnés de gaz que les compagnies pétrolières brûlent en toute opacité. Les conséquences sanitaires et environnementales de cette pratique dite « du torchage » sont catastrophiques. Révélation.

ENQUÊTE

YANN PHILIPPIN (MEDIAPART)
ALEXANDRE BRUTELLE (EIF)
LÉOPOLD SALZENSTEIN (EIF)

Is brûlent le ciel, l'environnement et la santé humaine. Les géants pétroliers d'Europe occidentale, TotalEnergies, Perenco, BP, Eni, et Shell font partie des dix plus gros pollueurs en Afrique et au Moyen-Orient en ce qui concerne la pratique dite « du torchage » de gaz. C'est ce que révèle l'enquête « Burning Skies », menée par quinze médias internationaux, coordonnée par le collectif de journalistes Environmental Investigative Forum (EIF) et le réseau de médias European Investigative Collaborations (EIC), dont *Le Soir* est membre.

Le torchage consiste à brûler l'excès de gaz naturel qui s'échappe notamment des champs de pétrole et de gaz. Cette pratique a de graves conséquences sur l'environnement et les populations locales. C'est aussi l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur, avec un impact sévère sur le changement climatique. Le torchage a émis en 2023 l'équivalent de 381 millions de tonnes de CO₂, selon la Banque mondiale. Cela représente 1 % des émissions mondiales, plus de quatre fois celles de la Belgique (90 millions).

Mais les flammes toxiques des majors pétrolières restaient jusqu'à présent dans l'ombre à cause de l'opacité entretenue par les entreprises. Grâce à des données satellites fournies par le Groupe d'observation de la Terre du Payne Institute for Public Policy et l'ONG environnementale Skytruth, nous sommes parvenus, dans 18 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, à estimer les émissions de gaz à effet de serre des flammes émises par 665 infrastructures pétrolières et gazières, de 2012 à 2022. Et à attribuer ces émissions aux entreprises qui les opèrent.

Nous avons également observé des divergences entre les résultats de notre enquête et les déclarations de certaines majors européennes, ce qui suggère qu'elles sous-déclarent leurs émissions. En ce qui concerne BP, les émissions que nous avons calculées pour seulement 18 pays d'Afrique et du Moyen-Orient sont deux fois supérieures à celles déclarées par l'entreprise au ni-

1,4 milliard

Les compagnies pétrolières ont, d'après nos estimations, émis l'équivalent d'environ 1,4 milliard de tonnes de CO₂ dans ces 18 pays en seulement onze ans. Les industriels européens sont ceux qui polluent le plus, avec 33 % des émissions, suivis par les pétroliers du Moyen-Orient (31 %) et d'Amérique du Nord (14 %). Il y a cinq majors européennes dans le top dix : le britannique BP se classe deuxième avec l'équivalent de 133 millions de tonnes de CO₂ émis entre 2012 et 2022, suivi par l'italienne Eni (3^e, 121 millions), le français TotalEnergies (5^e, 63 millions), le franco-britannique Perenco (6^e, 50 millions) et le néerlandobritannique Shell (7^e, 47 millions). Le géant pétrolier américain ExxonMobil se classe quatrième, avec environ 90 millions de tonnes de CO₂. Le plus gros pollueur est, de loin, la compagnie publique algérienne Sonatrach, avec l'équivalent de 235 millions de tonnes de CO₂ en une décennie, presque quatre fois plus que TotalEnergies. Contactée, la Sonatrach n'a pas répondu à nos questions.

veau mondial. Pour l'italienne Eni, c'est 2,8 fois plus, et 1,25 fois plus pour le géant américain ExxonMobil. Contacté par l'EIC, BP n'a pas répondu sur ce point précis. Eni met en cause la fiabilité de nos données satellites et affirme que nous aurions commis des erreurs de périmètre, mais sans préciser lesquelles. ExxonMobil n'a pas répondu.

Enorme gaspillage

Lorsque l'on extrait du pétrole, celui-ci est souvent accompagné de gaz à la surface. C'est cet excès de gaz naturel, principalement composé de méthane, qu'il faut évacuer. Dans certains cas, c'est indispensable pour éviter des explosions. La première solution est de rejeter le gaz dans l'air (technique appelée *venting*). Une pratique catastrophique car le méthane a un pouvoir réchauffant 84 fois supérieur à celui du CO₂ sur 20 ans. Quant au torchage, ou *flaring*, outre qu'il produit d'énormes niveaux d'émissions, il rejette également un cocktail toxique de composés chimiques et de particules fines, dont les effets nocifs sont scientifiquement documentés. Ces composés polluent l'air, les sols et l'eau, donc l'environnement. Ils mettent également en danger la santé de millions de personnes, provoquant des maladies respiratoires et cutanées, des cancers et des naissances prématurées.

Malgré les promesses des gouvernements et des compagnies pétrolières, la lutte contre le torchage est un échec. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, publié en juin dernier, les émissions ont augmenté de 7 % en 2023, et il n'y a pas eu de diminution depuis 2010. Il faut agir « d'urgence », et « cela place le fardeau de la responsabilité sur les opérateurs », insiste le rapport.

C'est d'autant plus problématique que le torchage est un énorme gaspillage. Le gaz est brûlé « pour rien », alors que des technologies matures permettent de le réinjecter dans le sol ou de le récupérer pour produire de l'électricité. Les pays d'Afrique et du Moyen-Orient étudiés dans notre enquête souffrent justement de pénuries de courant. Les volumes torchés chaque année suffiraient à alimenter en électricité l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Les majors auraient largement les moyens de régler le problème. Selon la

Le problème du torchage montre que ce que nous devons réduire de façon très importante, c'est la consommation de combustibles fossiles

Aidan Farrow
Scientifique pour Greenpeace

”

Banque mondiale et l'EIA, il suffirait d'investir 200 milliards de dollars pour réduire les émissions de méthane brut et mettre fin au torchage qui n'est pas strictement indispensable à la sécurité. Cela représente seulement 5 % du résultat d'exploitation cumulé des entreprises du secteur (4.000 milliards de dollars en 2022). Les grandes compagnies pétrolières ont rénové certaines installations, mais elles rechignent toujours à investir à grande échelle.

Selon Aidan Farrow (Greenpeace), l'échec dans la lutte contre le torchage vient principalement de « l'absence de législations ambitieuses et réellement appliquées ». Au cours de la dernière décennie, les compagnies pétrolières ont émis environ 451 millions de tonnes de CO₂ dans neuf pays africains où cette pratique est soit interdite par la loi, soit autorisée seulement à titre exceptionnel. Ces pays en développement restent laxistes envers les compagnies pétrolières.

L'Union européenne, premier importateur d'hydrocarbures au monde, a longtemps fermé les yeux sur ce phénomène. Un nouveau règlement européen est finalement entré en vigueur le 4 août 2024, mais il est considéré comme décevant par les militants écologistes. Le règlement interdit à la fois le *venting* et le torchage sur le territoire de l'UE, sauf exceptionnellement pour des raisons de sécurité. Mais le texte est beaucoup plus laxiste sur les importations. Il va être interdit de vendre en

Europe du pétrole et du gaz dont l'intensité en méthane est trop élevée, mais seulement à partir d'août 2030, et selon des critères encore inconnus, à définir d'ici 2029.

Aujourd'hui, la lutte contre le torchage repose en grande partie sur les initiatives lancées par la Banque mondiale sur la base du volontariat, et dont l'efficacité est très discutable. Le Partenariat mondial sur le torchage et le méthane (GFMR), lancé en 2023 lors de la COP28, rassemble des gouvernements, des organisations internationales et des compagnies pétrolières, qui se sont engagées à fournir 255 millions de dollars de financements. Mais ce n'est qu'une infime fraction de ce qu'il faudrait pour mettre fin au « torchage de routine », c'est-à-dire le fait de brûler du gaz en continu, et pas seulement pour des raisons de sécurité.

Le programme phare de la Banque mondiale, baptisé Zero Routine Flaring Initiative (ZRF), lancé en 2015, rassemble lui aussi des gouvernements et des compagnies pétrolières (dont la plupart des majors épinglées par notre enquête) qui se sont engagés à mettre fin au torchage de routine d'ici 2030. Mais dans leurs déclarations, les sept compagnies européennes membres de la ZRF (TotalEnergies, BP, ENI Equinor, Repsol, Shell, et Wintershall) considèrent,

en moyenne, que seulement 32 % de leur torchage était « routinier » en 2022. C'est d'autant plus surprenant que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et la Banque mondiale considèrent que ce taux est deux fois plus élevé au niveau mondial (respectivement 66 % et 70 %).

« Il est important de réduire le torchage et que les fuites de méthane soient réduites, mais je doute que le problème puisse être résolu avec des investissements et de la technologie », conclut Aidan Farrow. « Le problème du torchage montre que ce que nous devons réduire de façon très importante, c'est la consommation de combustibles fossiles. »

Cette enquête a reçu le soutien du Journalismfund Europe.

ABONNÉS



Le torchage rend malade et tue
La suite de l'enquête est à lire sur lesoir.be.